

La Lettre du CIAN

Juillet / Août 2013

Conseil Français des Investisseurs en Afrique

Edito

« *NOUVEAU MODÈLE* »

Harry Truman, Président des États-Unis d'Amérique, a inventé le mot « pays sous-développés » à la fin de la seconde guerre mondiale.

Avant cela, il n'était venu à personne l'idée de classer le monde en catégories, qui par la suite ont survécu avec des évolutions sémantiques du type « en voie de développement », « émergents », « pays les moins avancés »... Le socle commun étant la référence à notre propre modèle qui aujourd'hui est de plus en plus contesté n'ayant pas convaincu de son efficacité.

Qui peut classer dans les domaines autres qu'économiques, les pays ou continents sur les thèmes de la « solidarité familiale », la « création artistique » ou comme l'a essayé le Bhoutan, le « bonheur de vivre » ?

Le New York Forum Africa qui s'est tenu mi juin à Libreville a démontré le souci de nombreux acteurs africains de s'affranchir

des pratiques antérieures dont ils connaissent les erreurs et ne pas copier des modèles qui paraissent à bout de souffle. S'interroger sur l'avenir est déjà proposer des réponses pour une évolution que l'on souhaite rapide sans pour autant négliger d'indispensables précautions.



Le New York Forum Africa qui a pu apparaître décalé pour certains, a le grand mérite d'éclairer le chemin pour tous. Souhaitons lui la pérennité et l'aura de Davos.

Toute l'équipe du CIAN se joint à moi pour vous souhaiter de bonnes vacances, et vous donne rendez-vous fin août avec les Ambassadeurs -

diplomatie économique oblige ! - , et le 25 octobre à la remise du Grand Prix VIE/VIA Afrique pour la troisième année consécutive, en présence de **Nicole Bricq**, Ministre du Commerce extérieur, et suivie d'un déjeuner.

Alexandre Vilgrain, Président

A RETENIR

BAROMETRE CIAN
L'enquête permettant d'élaborer le Baromètre CIAN* sur l'environnement des affaires en Afrique, publié dans le Rapport annuel du CIAN, a été lancée.
Toutes les entreprises françaises investies en Afrique sont invitées à y participer en répondant au questionnaire [ici](#).



**(Les pays où le nombre de réponses est insuffisant ne pourront pas faire l'objet d'un baromètre).*

Contact :
barometre@cian.asso.fr
Tél. +33 (0)1 45 62 55 76

UNE INITIATIVE EN FAVEUR DE LA CREATION ARTISTIQUE AFRICAINE

Lors de mes récents déplacements en Afrique et de mes rencontres avec ses dirigeants, j'ai pu constater avec plaisir combien était appréciée l'initiative prise par le CIAN de collaborer avec le Centre Pompidou pour la reconnaissance de la création africaine.

L'excellence professionnelle des membres du CIAN est souvent reconnue; mais face au poids grandissant que représente le continent africain sur la scène mondiale, du fait de sa démographie, comprendre la société africaine dans toute sa diversité, notamment culturelle, devient, en effet, essentielle.

En mars dernier, un questionnaire sur le projet du Centre Pompidou vous a été envoyé. Au regard de l'importance de ce projet de soutien à l'art africain, je demande à toutes les entreprises qui ne l'ont pas encore fait de répondre si possible positivement à la demande du Centre Pompidou. Cela au prix d'un effort modique, compte tenu des déductions fiscales et contreparties offertes, mais d'une signification hautement symbolique pour nos interlocuteurs africains. Je tiens, dans cet esprit, à remercier Total d'avoir été le premier à répondre et à répondre positivement en nous encourageant.

(Demander le questionnaire à communication@cian.asso.fr)

ACTIVITES DU CIAN

Relations Afrique / France – MINEFI

Paris, 19 juin

A la demande du Ministre de l'économie et des finances, un groupe de personnalités du monde politique et économique franco-africain (H. Védrine, L. Zinsou, JM. Séverino, T. Thiam, H. El Karoui) a accepté de réfléchir à la « Refondation de la relation économique entre la France et l'Afrique sub-saharienne ». L'équipe d'appui (IGF et AFD) désignée pour assister ce groupe de travail a auditionné une délégation du CIAN conduite par son Président **Alexandre Vilgrain** le 19 juin à Bercy.

La nature du CIAN, regroupant des entreprises implantées directement sur le continent africain induit un comportement à long terme qui peut être différent d'initiatives commerciales ponctuelles. Les entreprises du CIAN interviennent en Afrique dans une logique entrepreneuriale mise en œuvre partout ailleurs dans le monde et ne sollicitent donc pas le contribuable français. Néanmoins leur activité crée des dizaines de milliers d'emplois en Afrique et en induit des milliers en France. Il n'y a donc pas d'exemple de développement sans entreprises, en revanche nombreux sont les exemples de développement sans ces organisations promptes à dénoncer la politique de la France et ses entreprises en Afrique. La présence des entreprises françaises en Afrique est un atout pour la France.

Quant aux PME, globalement l'Afrique n'est pas à leur portée tant par son coût d'accès que par la difficulté d'un environnement où la fréquente absence d'un État de droit les rend vulnérable à tous les abus. Toutefois dans quelques pays les services publics français pourraient faciliter l'investissement en sécurisant une partie des capitaux investis voire en instituant une incitation fiscale. En pratique, le déliement de l'aide devient de plus en plus anachronique, les pays de l'OCDE étant de moins en moins les bailleurs de fonds dominants.

Il conviendrait de mettre fin sur le terrain au cloisonnement entre AFD, mission économique, Ubifrance par la création d'un guichet unique accessible à tous les opérateurs notamment africains donc à situer hors des enceintes diplomatiques.

Afrique anglophone – Assemblée Nationale

Paris, 25 juin

Une Commission des Affaires étrangères, présidée par le député **Noël Mamère** et l'administrateur adjoint de l'Assemblée Nationale **Alain Delmas**, a interrogé le CIAN sur la présence des entreprises françaises dans les pays émergents de l'Afrique anglophone.

Jacques Manlay pour le Nigeria et le Ghana, et **Laurent Padoux** pour l'Afrique du Sud et sa zone d'influence ont été les pivots de la délégation CIAN auditionnée. Le Baromètre CIAN sur l'environnement des affaires dans ces pays a été transmis aux députés comme témoignage des opérateurs du terrain.

UE et Secteur privé – Commission Européenne

Bruxelles, 4 juin

Nouvelle rencontre avec le Commissaire **Andris Piebalgs** qui a demandé au CIAN en 2012 d'animer une réflexion avec l'italien Assafrica et l'allemand Afrika Verein pour améliorer la relation public – privé. Deux sujets majeurs ont été traités après la traditionnelle critique sur la lenteur et la complexité des décaissements du FED :

- le Mali: après avoir félicité le Commissaire pour le succès de la Conférence des donateurs du 15 mai où 3,2 milliards € ont été promis, son attention a été attirée sur la nécessaire intervention du secteur privé national et international pour redémarrer l'activité économique notamment dans le nord. Quelques conditions ont été évoquées pour éviter une disper-

sion des efforts et un gâchis qui compromettraient plus sûrement l'avenir du Mali que les événements guerriers actuels.

- le sommet Europe/Afrique du 25 au 26 avril 2014 : le Commissaire souhaite une implication du secteur privé dans ce sommet. En raison du risque financier, notre délégation n'était pas en mesure de donner une réponse immédiate, mais il a été entendu de mettre ce sujet à l'ordre du jour de nos différentes organisations. Des rencontres fréquentes avec les équipes techniques afin de mieux coller à l'actualité vont être planifiées.

Diplomatie économique – AFD

Côte d'Ivoire, 23 mai

Invité par **Yves Boudot**, Directeur Afrique de l'AFD, à l'occasion de la réunion à Abidjan des Directeurs d'agence d'Afrique de l'Ouest, le CIAN a exprimé les attentes de l'entreprise en matière de diplomatie économique. Il a rappelé que celle-ci est affaire d'abord de culture : « *l'administration est au service des entreprises* » a déclaré le Président **F. Hollande** à l'occasion de son voyage à Moscou et ensuite, de compétences, bien connaître par une concertation régulière les préoccupations et intentions du secteur privé. Concrètement, il est aberrant de conserver sur le terrain le cloisonnement des services aux entreprises (Ubifrance, AFD...), il conviendrait de mettre ceux-ci en un même lieu pour qu'ils échangent en permanence et constituent un guichet unique en correspondance avec les entreprises. La gestion du déliement de l'aide mérite d'être approfondie à la lumière des formidables changements intervenus ces dernières années qui ont bouleversé les règles du jeu. Le rôle de pionnier joué par l'AFD en matière de dialogue public-privé en Afrique a été souligné et il a été présenté le guide CIAN sur la *Responsabilité sociale et environnementale des entreprises françaises en Afrique* rédigé par **Pierre Jacquemot**.

CCI à l'étranger - UCCIFE

Paris, 24 juin

A l'issue de l'Assemblée Générale, **Pierre-Antoine Gailly**, Président de l'UCCIFE, a reçu à déjeuner les délégations participantes en présence de la Ministre au Commerce Extérieur **Nicole Bricq**. Elle a plaidé pour une bonne coordination des acteurs français sur les marchés étrangers et sur l'Afrique, elle a identifié 3 pays prioritaires : Nigeria, Ghana et Côte d'Ivoire. Dans un bref aparté elle a aussi mentionné le Kenya et le CIAN a rappelé que le Mozambique et sa région n'étaient pas dépourvus d'intérêt.

Pierre Schweitzer a ensuite énuméré les facteurs de réussite sur les marchés étrangers : une symbiose public-privé, le soutien des grandes entreprises aux PME, et le partenariat avec des entreprises étrangères. Plus globalement, il faut organiser le soutien aux PME en utilisant les organisations professionnelles. Il convient aussi de veiller à l'image de la France et, à l'ère de l'Internet, éviter les dérapages sémantiques aussitôt repris par la presse étrangère.

Formation et entreprises – 2iE

Burkina Faso, 13 au 14 juin

2iE, Institut international d'ingénierie de l'eau et de l'environnement, organisait ses 8^e journées Entreprises à Ouagadougou mi-juin qui ont rassemblé plus de 1500 participants et près de 100 entreprises. Le CIAN a été associé en qualité de parrain de l'événement.

Il a été intéressant de constater la convergence d'objectifs entre 2iE favorisant la formation professionnelle par filière, conformément aux besoins des entreprises, et le CIAN qui au travers de son projet Education/Formation a travaillé sur l'identification de telles

En savoir plus

Afrique anglophone :

Jacques Manlay
Expert CIAN
jacques.manlay@orange.fr

Afrique australe :

Laurent Padoux
Expert CIAN
lpadoux@gmail.com

AFD :

www.afd.fr

UCCIFE :

www.uccife.org

2iE :

www.2ie-edu.org

filiales en fonction des demandes de ses entreprises membres.

Cette convergence n'a échappé ni à l'encadrement de l'Institut, conforté dans son projet éducatif, ni aux étudiants soucieux de décrocher un emploi au terme de leurs études, ni aux entreprises présentes convaincues de la nécessité absolue de capitaliser sur les filières de formation de techniciens et techniciens supérieurs qui sont aujourd'hui déficitaires. Dans ce domaine, 2iE et le CIAN ont confirmé leur volonté d'aller encore plus loin dans leur coopération.

Épargne et investissement – Banque Mondiale Paris, 7 juin

La Banque mondiale a présenté son nouveau rapport sur l'épargne et l'investissement dans le monde à l'horizon 2030 au siège de l'OCDE. Le principal auteur, **Maurizio Bussolo**, en a résumé les éléments saillants, particulièrement l'avancée des pays émergents qui verront leur part tripler dans l'investissement mondial, le taux d'investissement par rapport au PIB enregistrant une légère baisse sur la période. En 2030, les PED représenteraient 60 % des investissements mondiaux, la Chine à elle seule assurant 30 % du total. Si cet effort d'investissement permettra de réduire les inégalités entre pays, on devrait en revanche constater une aggravation des inégalités au sein des populations. En Afrique subsaharienne, le taux d'investissement restera stable en raison d'une solide croissance de la population active. C'est actuellement la région la plus jeune, qui affiche aussi le plus haut ratio de dépendance mais ce ratio enregistrera une baisse constante, entraînant un dividende démographique durable. L'Afrique est la région qui aura les plus grands besoins d'investissement en infrastructures au cours des vingt prochaines années. Dans le même temps, on observera probablement un changement dans le financement des investissements en infrastructures qui devrait être davantage ouvert au secteur privé, avec une augmentation substantielle des afflux de capitaux privés, notamment des autres régions en développement.

Terres agricoles en Afrique - IFRI

Paris, 24 juin

Organisée par l'IFRI avec le soutien du Conseil supérieur du notariat, la conférence sur « L'accès aux terres agricoles en Afrique subsaharienne » a réuni un large panel d'experts, agronomes et juristes. **Dominique David**, directeur exécutif de l'IFRI, a rappelé que face à la rapide croissance de sa population (1,5 milliard en 2050), l'Afrique subsaharienne doit répondre au double défi d'assurer la couverture de ses besoins alimentaires et préserver l'emploi en zone rurale.

L'accès des paysans à la propriété foncière et la sécurisation des exploitations conditionnent le développement agricole or, on assiste à une accélération de la compétition pour l'accès au foncier, compétition à la fois mondialisée (accaparement de terres par de grands opérateurs internationaux), mais aussi compétition sur le plan national et local entre différents acteurs. Les experts ont souligné la complexité de l'imbrication des droits coutumiers avec ceux issus de la colonisation et de l'indépendance, qui accentue la difficulté à mettre en place des politiques foncières cohérentes. La simplification du processus de titrage foncier pour les paysans, expérimentée dans plusieurs pays, constitue ainsi un début de réponse qui doit être activement poursuivi.

Agroindustrie – ADEPTA

Paris, 21 juin

L'ADEPTA a tenu son Assemblée générale en présence du Ministre délégué chargé de l'agroalimentaire, **Guillaume Garot**.

Le Président **Daniel Perrin**, a annoncé qu'il ne renouvelait pas son mandat et c'est **François**

Burgaud, Directeur des relations extérieures du GNIS, qui a été nommé pour prendre la présidence de l'organisation. La Secrétaire générale a présenté le Rapport d'activités 2012 avec le succès des groupes de filières, le développement du bureau de représentation de Dakar et l'accueil de plus de 30 nouveaux adhérents portant à quelque 220 le nombre d'entreprises membres de l'ADEPTA.

Le Ministre **Garot**, après avoir chaleureusement remercié **Daniel Perrin** pour ses douze années d'implication à l'ADEPTA, a rappelé que l'export était la priorité du Ministère et qu'au-delà de la valorisation des produits français à l'international, il convenait aussi de mettre en avant les process, techniques et matériels permettant de les produire.

En clôture, les participants ont pu entendre un exposé de **Jean-Joseph Boillot**, auteur de *Chindiafrique* (Ed. Olide Jacob) sur l'émergence du triangle Chine/Inde/Afrique et notamment les opportunités que cela crée dans le domaine agricole.

Interculturalité et management - ICAEP

Paris, 6 juin

Organisée par l'Institut de la culture afro-européenne à Paris (ICAEP), une formation test au management interculturel s'est tenue à la CCIP avec pour objectif d'améliorer les performances des managers expatriés dans un contexte de mobilité internationale et d'interculturalité en Afrique.

Cette première session a été animée par le Pr. **Emmanuel Kamdem**, directeur de l'ESSEC de l'Université de Douala, qui a passé en revue les principaux thèmes du management interculturel : conciliation des principes universels du management et des pratiques du contexte local, gestion du temps, dimension éthique. **Khady N'Diaye**, déléguée générale de l'ICAEP, est intervenue en clôture de la session.

Plateforme RSE – Premier Ministre

Paris, 17 juin

Le Premier ministre, **Jean-Marc Ayrault**, a lancé la plateforme Responsabilité sociale et environnementale (RSE) à Matignon, en présence de membres du gouvernement et de nombreux journalistes.

Le récent rapport Broveli-Drago-Molinie sur l'effectivité de la RSE servira de base avec ses 20 propositions. L'objectif est de rechercher tous les moyens pour promouvoir cette démarche innovante au sein des entreprises françaises, sans pour autant organiser un cadre trop normatif. L'Europe aussi devra peser de tout son poids en matière d'élaboration de référentiels. La plateforme, composé de 46 personnes (patronat, syndicats, ONG...), parmi lesquelles nombreuses furent celles qui saluèrent la démarche, sera placée sous la houlette de **Jean Pisani-Ferry**, Commissaire général à la Stratégie et à la Prospective. Les travaux de la plateforme commenceront en septembre.

Interculturalité et RSE - CAS

Paris, 13 juin

Organisée par le Partenariat européen, une conférence s'est tenue à l'OIF, autour de **Alexandre Wong** et de **Pierre Jacquemot**, tous deux auteurs d'une étude sur la Responsabilité des entreprises en matière sociale et environnementale.

L'universalité des normes qui sont appliquées par une entreprise en matière de RSE réclame une traduction dans le contexte culturel et social dans lequel elle intervient. Le corps des valeurs fondamentales est commun aux Droits de l'Homme et aux normes de l'OIT, mais pour être partagé, il doit être intégré et passé au filtre culturel. Une conformité dogmatique aux normes exogènes risque en effet de donner une RSE trop formaliste, inintelligible et inefficace. En Afrique, les codes sont souvent implicites, reposant sur

En savoir plus

IFRI :
www.ifri.org

ADEPTA :
www.adepta.com

BANQUE MONDIALE :
Rapport 2013 [ici](http://www.banquemondiale.org)
www.banquemondiale.org

ICAEP :
www.icaep.fr

Maurice - BOI
Paris, 24 juin

Pratima Sewpal,

Manager au BOI de Maurice, a été reçue au CIAN.

Maurice a signé en Afrique 18 traités de non double imposition et 19 traités de protection des investissements étrangers.

Le taux d'imposition sur les revenus et les sociétés est de 15% et il est de 3% sur les centres de gestion d'établissements à l'étranger, statut dit de "Global business corporation" (GBC).

Il faut 3 jours pour créer une entreprise et 7 jours pour un permis de travail.

En savoir plus :
www.investmauriti.us.com

des obligations réciproques, fondées sur l'âge, le statut social et la confiance, favorisant la pratique d'une responsabilité communautaire. Les obligations sociales et coutumières cohabitent avec la volonté des acteurs économiques de s'inscrire dans la modernité de l'entreprise. Il en résulte une « hybridation » intelligente entre tradition et modernité. Par conséquent l'interculturalité est une composante de la RSE.

Mali – MEDEF International

Paris, 26 juin 2013

Dans le cadre d'une future mission d'entreprises au Mali, le Medef international a organisé une réunion avec le Directeur de la Banque Mondiale pour la Guinée, le Mali, le Niger et le Tchad, **Ousmane Diagana**, et le Directeur de la Sécurité et Coopération de Défense au MAE, Gal **Bruno Clément-Bollée**.

M. Diagana a rappelé l'engagement fort de la Banque au Mali. Il a identifié trois grands défis de développement pour le pays – géographique, écologique et démographique avec au cœur la question de la sécurité alimentaire – ainsi que le défi de la gouvernance. Ces défis ne sont pas insurmontables car les potentialités du Mali sont nombreuses : ses ressources minières, sa jeunesse ou encore sa proximité géographique avec les grands marchés d'Afrique de l'Ouest. Suite à la crise, la Banque Mondiale a annoncé une aide de 500 millions \$ (en complément de ses engagements actuels de 800 millions \$) avec un programme en 2 phases : la reconstruction/stabilisation et la relance économique durable. Les secteurs prioritaires sont l'agriculture pour améliorer la résilience alimentaire et l'éducation/formation pour favoriser l'insertion des jeunes et lutter contre le radicalisme. D'autres secteurs ont été identifiés : pastoralisme, gestion de l'eau, génération et distribution électrique, infrastructures.

Le Général **Clément-Bollée** a fait un point sur la situation sécuritaire. Deux étapes importantes sont à venir : le 1^{er} juillet avec l'arrivée de la mission de maintien de la paix de l'ONU, la MINUSMA qui à terme sera de 11200 hommes (elle remplacera la force de l'Union Africaine, la MISMA dont les 6000 hommes actuellement passeront sous béret bleu); le 28 juillet et 11 août avec le 1^{er} et 2^e tour de l'élection présidentielle qui donnera un interlocuteur légitime au Mali sur la scène internationale. L'opération française Serval est dans sa phase de finalisation, 3200 hommes sont sur le terrain, essentiellement au Nord (Gao et Kidal), ils ne seront plus que 1000 à fin 2013. L'Union Européenne est aussi présente avec l'EU training mission (EUTM Mali) qui a pour objectif la formation de 4 bataillons d'ici février 2014 et le renforcement de la chaîne de commandement.

Bénin – MAE

Paris, 18 juin

SEMme **Aline Kuster-Menager**, nouvelle ambassadrice de France au Bénin (précédemment en poste en

Ouganda), a été reçue au CIAN avant sa prise de poste. Lui a été remis le Baromètre CIAN sur l'environnement des affaires au Bénin qui exprime l'opinion des opérateurs économiques implantés localement.

Côte d'Ivoire – CCIFCI

Paris, 25 juin

Le nouveau Président de la CCI française en Côte d'Ivoire (CCIFCI), **Jean-Louis Legras**, a examiné avec le CIAN les moyens de renforcer la coopération entre les deux organisations. De ce fait les membres de la CCIFCI sont considérés associés au CIAN.

Ghana - MEDEF International

Paris, 29 mai

Le Medef a réuni une trentaine d'entreprises autour de SEM **John Dramani Mahama**, Président du Ghana, lors de sa visite officielle en France. Il a été accueilli par **Patrick Lucas**, vice-président de Medef International, qui venait de conduire une délégation d'entreprises au Ghana où une quinzaine de sociétés françaises sont déjà installées. Il a souligné les atouts que présente ce pays, notamment en termes d'environnement des affaires, de stabilité et de gouvernance.

Le Président ghanéen a invité les entreprises françaises à prendre une part croissante dans la vie économique de son pays, en particulier dans les secteurs porteurs: énergie (gaz, pétrole, électricité), transports, agro-industrie. Il a précisé que le code des investissements était en cours de révision pour faciliter l'implantation des entreprises étrangères et il a annoncé une nouvelle législation destinée à donner un cadre solide aux partenariats public-privé.

Après avoir entendu les témoignages de plusieurs participants (Alstom, Bolloré, SogeaSatom, Compagnie Fruitière, Bureau Veritas), il a ensuite engagé un dialogue très direct avec les entreprises présentes.

Méditerranée - IPEMED

Paris, 21 juin

« Une grande région d'influence mondiale ? », tel est le thème débattu par IPEMED (Institut de Prospective Économique du Monde Méditerranéen) autour d'**Elisabeth Guigou**, Présidente de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée Nationale et **Abderrahmane Hadj Nacer**, ancien gouverneur de la Banque d'Algérie.

Mme Guigou réaffirme la volonté politique de faire vivre cet espace aux multiples complémentarités tandis que **M. Nacer**, prenant exemple sur la Turquie, a fait une intervention remarquée sur le rôle moteur de l'État de droit et non pas de discours sur la démocratie. Le CIAN n'a pu qu'acquiescer publiquement à ce propos. Sur le Mali, **M. Nacer** a clairement revendiqué la responsabilité des pays riverains, notamment l'Algérie, Maroc et Tunisie, dans tout processus de retour à la paix.

En savoir plus

Medef International :
www.medefinternational.fr

CCIFCI :
www.ccifci.org

Afrique anglophone :
Jacques Manlay
Expert CIAN
jacques.manlay@orange.fr

IPEMED :
www.ipemed.coop/fr

Maghreb :
Maya Kellou
Expert CIAN
mkellou@fidalinternational.com

VIE DES SOCIÉTÉS



Taxi Brousse Low Cost !

A l'heure où un parcours professionnel compte plus de 10 emplois, Taxi Brousse Low Cost® vise à répondre aux nouvelles réalités du marché du travail : économie mondiale ultra compétitive et essor des NTIC créent de nouvelles opportunités pour les entreprises et de nouvelles exigences pour les professionnels. Se former tout au long de la vie est devenu incontournable et concerne aujourd'hui 350 millions d'actifs sur le continent africain. 2iE innove avec Taxi Brousse Low Cost®, un dispositif de formation professionnelle en ligne flexible et sur mesure, adapté à ces évolutions.

Avec Taxi Brousse Low Cost®, les professionnels peuvent s'inscrire et démarrer leur formation à tout moment de l'année, interrompre et reprendre leur cursus ou encore ne suivre que les enseignements qui répondent à un besoin de compétences spécifiques.

A la carte, l'offre certifiante permet de moduler son parcours selon ses capacités de financement, avec plus de 250 certificats accessibles à partir de 60 000 FCFA, soit 90€. Elaborés avec les entreprises partenaires, les cycles courts certifiants permettent aux professionnels d'acquérir les compétences recherchées sur le marché de l'emploi. Le cumul des certificats conduit progressivement à l'obtention d'un diplôme.

En savoir plus

2iE :
www.2ie-edu.org



Deux nouvelles implantations

Après l'annonce en début d'année de l'ouverture d'un bureau à Nairobi, c'est au tour de Johannesburg en Afrique du Sud d'accueillir le deuxième bureau d'Abax sur le continent africain. La clientèle africaine d'Abax, cabinet spécialisé dans le montage et dans l'administration de structures d'investissement, a accueilli favorablement cette décision à un moment où le continent attire de plus en plus d'investisseurs du monde entier.

Par ailleurs, l'axe Asie-Afrique prenant de plus en plus d'importance dans le mouvement des flux d'investissement, c'est à Mumbai, capitale financière du sous-continent indien, qu'Abax a choisi d'ouvrir un bureau de représentation. Avec ces deux nouvelles implantations Abax, dont le siège social est à Maurice, conforte sa présence à l'international où le cabinet est désormais présent en Afrique du Sud, en Australie, à Chypre, à Dubai, en Inde, au Kenya et à Singapour.



Mission d'entreprises au Ghana

Du 3 au 5 décembre, le salon Agrofood West Africa réunira des équipementiers de l'agriculture, de l'élevage, de la transformation et du conditionnement des produits alimentaires. En parallèle, des rendez-vous B2B seront organisés pour chaque entreprise. Le Ghana est un marché à l'export de choix pour les entreprises françaises, le secteur agricole y représente 30% du PIB et constitue un domaine d'intervention prioritaire de l'État.



Nomination à Madagascar

Mickael Gonçalves a été nommé Directeur général d'Ascoma Madagascar. Précédemment en poste chez Ascoma Gabon, après une expérience à la Direction internationale du Groupe, **Mickael Gonçalves** apportera son expérience à Ascoma Madagascar, qui a fêté l'an dernier son 60^e anniversaire. Cette société du Groupe Ascoma est rattachée à la région Océan Indien supervisée par **Michel Valette**, également Directeur général Afrique Centrale-Est (Gabon, Congo, RDC).

Nomination en Guinée Équatoriale

Blaise Bwemba a été nommé Directeur général d'Ascoma Guinée Équatoriale. Il a rejoint Ascoma Cameroun en 1998 en tant que Rédacteur puis a exercé pendant 10 ans la fonction de Chef de département commercial. Il succède à **Jean-Mamert Lema**, qui est nommé à la Direction de l'agence de Yaoundé au Cameroun.

Premier réseau de courtage indépendant en Afrique sub-saharienne, le Groupe Ascoma compte 31 implantations dans le monde (6 en Europe et 25 en Afrique).



Port Autonome de Cotonou

L'Association Internationale des Ports (IAPH) a décerné au Port Autonome de Cotonou la médaille d'Or 2013 dans la catégorie "Technologies de l'Information" récompensant l'implantation et les performances du Guichet Unique du Commerce Extérieur du Bénin. Opéré par SEGUB, Société d'Exploitation du Guichet Unique du Bénin (PPP), le Guichet Unique rassemble les acteurs du commerce extérieur autour d'une plateforme technologique sécurisée qui gère les informations dématérialisées de tous les processus métiers du port.

En novembre 2010, le Gouvernement béninois avait attribué au consortium Bureau Veritas BIVAC - Soget la mise en œuvre et l'exploitation du Guichet Unique au Port de Cotonou sous la forme d'une concession.

Le projet, dont la mise en œuvre a été financée par Bureau Veritas, a bénéficié de l'engagement très actif du Président de la République, Dr **Boni Yayi**, et a reçu le soutien enthousiaste de l'ensemble de la communauté du commerce extérieur.



Développement dans la grande distribution

CFAO a annoncé, fin mai 2013, un plan ambitieux de développement dans la grande distribution en Afrique subsaharienne. L'objectif est de mettre à disposition des consommateurs africains un réseau de galeries marchandes adaptées à leurs besoins et organisées autour d'un pôle d'attraction dans la distribution alimentaire. Pour mener à bien sa stratégie, CFAO va s'associer aux grandes marques internationales souhaitant s'implanter sur le continent. Un partenariat est d'ores et déjà signé avec Carrefour, le deuxième acteur mondial de la grande distribution, pour développer l'enseigne dans huit pays d'Afrique de l'Ouest et Centrale. La première galerie marchande ouvrira ses portes en 2015 à Abidjan, en Côte d'Ivoire. Parallèlement, CFAO a renforcé ses positions sur les marchés des biens de grande consommation en signant un accord de distribution exclusive pour le Nigeria avec Pernod Ricard. Cet accord, conclu pour sept ans, porte sur l'ensemble de la gamme de produits du co-leader mondial du secteur des Vins & Spiritueux.

Deloitte. Croissance dynamique en Afrique francophone

Deloitte complète son offre multidisciplinaire et renforce sa position de leader de l'Audit et du Conseil en Afrique Francophone grâce à de nouvelles opérations. Le rachat du leader du conseil sur le marché tunisien Altime en Tunisie: fort de ses 10 ans d'expérience dans le management, l'organisation et les projets de transformation, Altime Tunisie devient Altime Deloitte Tunisie. L'ouverture de bureaux Deloitte en RDC et renforcement de la présence en Afrique Centrale : deux bureaux à Kinshasa et Lubumbashi qui accompagneront les entreprises multinationales et les grands groupes locaux dans l'optimisation de leurs activités dans le pays. Le renforcement des équipes Conseil : Deloitte nomme **Karim Koundi** en tant que Directeur Associé Conseil Technologies Media Telecom pour l'Afrique Francophone et **Ismaël Touré** Manager Conseil Secteur Public.



Lancement des Fonds d'investissement YCapEdifice

Le Groupe Edifice Capital, en collaboration avec le Groupe YCap, lance en Afrique deux fonds d'investissement YCapEdifice, avec le Fonds Gabonais d'Investissement Stratégique (FGIS) comme premier investisseur (\$ 100m).

AgriLand (taille cible \$ 200m), fonds d'investissement labellisé RSE, dans les filières agricoles et agro-industrielles, réalise ses premiers investissements au Gabon, en accompagnant des porteurs de projets intégrant des filières complètes, de la production en amont jusqu'à la commercialisation ; ainsi qu'au Ghana, dans la filière Stevia.

Infrastructure PPP Africa (I3PA, taille cible \$ 400m) fonds d'investissement dédié aux infrastructures sociales et économiques en Partenariats Public-Privé (PPP), réalise ses premiers investissements dans des infrastructures agricoles au Gabon et, très prochainement, dans le domaine de la santé, de l'énergie et des transports au Gabon et au Sénégal.

FÉNÉON & DELABRIÈRE ASSOCIÉS OHADA

Avocats à la Cour

Depuis le 3 mai 2013 Me **Antoine Delabrière** a pris seul la direction du Cabinet Fénéon & Delabrière Associés à la suite du départ à la retraite de son fondateur, Me **Alain Fénéon**. Le Cabinet poursuivra ses activités en droit des affaires en Afrique, avec une équipe rajeunie et déménagera dans le courant de l'été au 15 rue Mesnil à Paris 16^{ème}.

En savoir plus

ABAX :

www.abaxservices.com

ADEPTA :

Florian de Saint Vincent
Tél. +33 (0)1 44 18 24 32
florian.desaintvincent@adepta.com
Pascal Dufour
pascal.dufour@adepta.com
Clément Devade
clement.devade@adepta.com
www.adepta.com

ASCOMA :

Madagascar

mickael.goncalves@ascoma.com
Tél. (+261) 20 22 231 62
www.ascoma-madagascar.com

Guinée Équatoriale

blaise.bwemba@ascoma.com
Tél. : (+240) 333 09 81 27
www.ascoma-guinee-equatoriale.com

Cameroun

jean-mamert.lem@ascoma.com
Tél. (+237) 22 21 51 80
www.ascoma-cameroun.com

BUREAU VERITAS :

www.bureauveritas.com/gst

CFAO :

www.cfaogroup.com

DELOITTE :

www.deloitte.com

EDFICIE CAPITAL :

Olivier Stintzy
Associé
olivier.stintzy@edficecapital.lu
www.edficecapital.com

FENEON & DELABRIERE :

Tél. (33) 01 45 04 26
antoine.delabriere@feneon-delabriere.com
www.feneon-delabriere.com

L'association **FRANCE-NIGERIA** œuvre au rapprochement de la France et du Nigeria dans les domaines culturels, scientifiques, humains et économiques. Elle rassemble des personnes et entités qui, en raison de leurs expériences croisées, ont une sensibilité à l'égard du Nigeria et de sa culture. Les adhérents du CIAN sont invités à participer aux activités proposées par l'association, favorisant ainsi par leur présence les liens interculturels entre Français et Nigériens. L'association **FRANCE-NIGERIA** serait heureuse de compter parmi ses membres les entreprises du CIAN et de les accueillir à son prochain « Get together » en septembre.

Bulletin d'adhésion 2013 disponible à :
francenigeria@gmail.com

En savoir plus :

Gérard Parfait
Président
Tél. + 33 (1) 45 62 55 76
francenigeria@gmail.com

En savoir plus

FTHM Conseils :

Xavier Michel
Managing director
Tél. +33 6 75 55 29 45
xmichel@fthm.mg
www.fthmconsulting.com

PONTICELLI :

www.ponticelli.com

SAGE :

carole.basson@sage.com
Tél. +33 (0)5 61 00 09 62

TRACTAFRIC :

www.demimpex-motors.com
www.demimpex-me.ae
www.tractafrictmc.com

Par ailleurs, et après avoir récemment procédé à la rédaction du projet de nouveau Statut du personnel de l'OHADA, le Cabinet vient d'être retenu, au terme d'un appel d'offres international, pour une étude de faisabilité relative à l'opportunité de rédiger un Acte Uniforme OHADA sur la sous-traitance. Les contributions des membres du CIAN ayant recours à la sous-traitance en Afrique sont les bienvenues.



France-NIGERIA

Le 13 mai, l'association a réuni une soixantaine de participants lors de son « Get together » autour de SEM **Akin O. Fayomi**, Ambassadeur de la République Fédérale du Nigeria en France.

Le Nigeria a connu ces dix dernières années une croissance moyenne supérieure à 7%. L'Ambassadeur n'a pas minimisé les défis auxquels son pays est confronté : insécurité, manque d'infrastructures ... , mais il a insisté sur les progrès réalisés ces dernières années et la volonté de l'Etat de poursuivre les actions engagées. Il s'est ensuite prêté au jeu des questions réponses. Sont également intervenus **Cécile Renouard**, Directrice du programme CODEV « Entreprise et développement » de l'Institut ESSEC IRENE qui a présenté un exposé sur le thème « Pétrole et développement local dans le delta du Niger » puis les organisateurs du festival Nollywood (qui s'est tenu à Paris du 30 mai au 02 juin) qui ont rappelé que la production cinématographique au Nigeria, avec 2000 films produits chaque année, est la deuxième au monde après l'Inde mais avant les USA, même si la qualité, bien qu'en constante amélioration, est encore loin de celle de ses concurrents. Cette industrie naissante emploie un million de personnes, à tel point que l'Etat nigérian commence à s'y intéresser. Sept films ont été sélectionnés et ont été projetés pendant ce festival.



Services d'externalisation en Afrique

FTHM accompagne les entreprises minières à Madagascar avec la mise à disposition de personnel en 2013 (plus de 530 personnes constituées d'agents, de techniciens et de chauffeurs sur les sites d'Antananarivo, Moramanga et Toamasina) auprès d'Ambatovy, compagnie minière spécialisée dans la production de nickel et de cobalt raffiné, et auprès de ses nombreux sous-traitants. De 2006 à 2012, FTHM Conseils avait déjà mis à disposition plus de 600 personnes pour SNC Lavalin lors de la phase de construction du site industriel d'Ambatovy, du recrutement jusqu'à la démobilisation en passant par le portage du personnel constitué principalement d'ingénieurs et de techniciens.

Pour Rio Tinto QMM, producteur d'ilménite dans la région de Fort-Dauphin, et sa filiale le Port d'Ehoala, FTHM Conseils met également à disposition des équipes techniques, composées d'expatriés et de nationaux, portées par FTHM sur tous les aspects de la gestion RH (contrat, paie, gestion sociale et fiscale). En Afrique de l'Ouest, FTHM met aussi à disposition du personnel technique spécialisé dans les grands travaux.

En sus de ces prestations de services d'externalisation RH, FTHM développe l'externalisation de la gestion comptable auprès des sous-traitants et filiales des entreprises internationales dans l'Océan Indien. Depuis janvier 2013, FTHM assure notamment la tenue comptable de la filiale de VITOGAZ aux Comores.



OFON II au Nigeria

Un véritable challenge pour ces spécialistes des travaux sur des unités en fonctionnement ! Le Groupe Ponticelli Frères a obtenu le contrat EPC (Engineering, Procurement, Construction) de raccordement et de modifications

des installations déjà existantes du champ offshore d'OFON opéré par Total, à 60 km des côtes nigériennes.

Dans le cadre de la phase 2 du projet OFON, le groupe pétrolier français a lancé un appel d'offre pour la construction de quatre nouvelles plateformes et la mise à niveau des installations existantes sur le champ d'OFON. Un des objectifs visés est l'arrêt du flaring du gaz (brûlage à la torche). Les gaz récupérés seront comprimés et renvoyés vers la côte pour y être revalorisés.

Après une longue phase d'étude et une préparation intense en amont, Ponticelli Frères va mener, entre fin 2012 et 2014, des travaux d'une grande complexité, en y impliquant fortement ses ressources locales, et notamment son atelier SILHOUETTE de Port-Harcourt.

sage Nouvelle version de Sage HR Management

Solution complète et modulaire, Sage HR Management est une solution internationale de gestion des ressources humaines multi-langues et multi-sites. Elle répond aux exigences légales et sociales des moyennes et grandes entreprises du Maghreb et de l'Afrique en général en intégrant par exemple la gestion des salariés payés en espèce, la gestion des avances / prêts au personnel, la gestion des dossiers médicaux, la gestion des accidents du travail, le déclaratif CNSS, CIMR, IR...

Sage HR Management v6.2 intègre plusieurs innovations majeures : les entretiens d'évaluation accessibles depuis le portail, la dématérialisation des processus RH et l'accès à un coffre-fort électronique.

Pour le Maroc et la Tunisie, Sage HR Management intègre en standard des passerelles technologiques avec le logiciel Talent Profiler, fruit d'un partenariat avec ReKroute, leader de l'e-recrutement au Maghreb et distributeur exclusif au Maroc du progiciel Talent Profiler.

DEMIMPEX MOTORS Renforcement du service Grands Comptes

Spécialiste du trading automobile en Afrique, Demimpex Motors (groupe Tractafric Motors Corporation) renforce son service Grands Comptes, destiné principalement aux opérateurs miniers, pétroliers et du BTP, mais aussi plus largement à toutes les grandes sociétés internationales implantées en Afrique.

Demimpex Motors, dont l'activité inclut le trading de véhicules particuliers, véhicules industriels et produits aftermarket (pneus, huiles, pièces...), avec des stocks centraux de plusieurs centaines de véhicules disponibles à la vente à Bruxelles/Anvers et à Dubai, compte un nombre croissant de clients Grands comptes, avec des attentes commerciales, techniques et logistiques spécifiques. Demimpex Motors a choisi de capitaliser sur son expérience pour renforcer sa structure et ses services dédiés aux opérateurs Grands Comptes, avec un catalogue de produits élargi et un interlocuteur unique par client, chargé de superviser l'ensemble de ses projets sur tous les pays.



Équipement de TFM en RDC

Tractafric Motors, leader de la distribution automobile en Afrique centrale et de l'Ouest, a été choisi par TenkeFungurumeMining (TFM), qui exploite l'une des plus importantes mines de cuivre de RDC, pour lui fournir 150 camions Mercedes 6x4 destinés à transporter le minerai du Katanga vers la Zambie. Le contrat inclut également l'aide au recrutement et à la formation des chauffeurs de la société TFM. Un accord a par ailleurs été finalisé pour assurer la maintenance de cette flotte.

Dans le cadre de ce projet, Tractafric Motors va

Juillet / Août 2013

procéder à l'extension et la modernisation de son atelier de Lubumbashi, avec de nouveaux équipements aux standards européens qui en feront l'atelier le plus moderne de la région. Ce projet participe au développement de Tractafic Motors à Lubumbashi. Déjà présent avec les marques Mercedes-Benz

(camions et voitures), Mitsubishi, Fuso et Michelin, le groupe lancera prochainement les marques Ford et Nissan. Tractafic Motors entend ainsi accompagner l'essor de cette région et répondre notamment aux besoins des opérateurs miniers.

NOUVEAUX ADHERENTS

SUNNVEST Sunnvest construit, finance, et opère des infrastructures de production d'électricité en Afrique (hybrides solaire / diesel). Sunnvest a mis en service plus de 7000 centrales depuis 2006 pour un investissement total de plus de 200 millions €.

Selon la Banque Mondiale qui a sondé plusieurs centaines d'entreprises opérant en Afrique, le coût élevé et le manque de disponibilité de l'électricité est le principal frein au développement des entreprises sur le continent (52%), loin devant le transport (26%).

Les solutions hybrides solaires / diesel sont une solution idéale en Afrique pour plusieurs raisons : elles sont très rapides à mettre en service (3 mois), elles produisent une électricité à un prix significativement en dessous du réseau ou des groupes électrogènes, et surtout étant produite sur place elle ne souffre pas des coupures de réseau.

Les clients de Sunnvest sont des entreprises – agro-industrie, mines, hôtels, supermarché, industriels – et des gouvernements pour l'injection de compléments dans le réseau ou l'électrification de nouvelles zones (rurales ou péri-urbaines).

En savoir plus

SUNNVEST :

Sébastien Léopold

Tél. +33 1 7814 0362

sebastien.leopold@sunnvest.fr

NOMINATIONS

ACADEMIE DES SCIENCES D'OUTRE MER

Anthony Bouthelier (Président délégué du CIAN) : Membre libre.

AFD

Anne Paugam : Directrice générale.

CCIFCI

Jean-Louis Legras : Président de la Chambre de commerce et d'industrie française en Côte d'Ivoire.

MAE

Jean Chanson : Consul général à Ouagadougou.
Xavier de Gorquette d'Argoeuves : Consul au Cap.
Jean-Pierre Montagne : Consul général à Alger.
Marc Peltot : Consul général à Agadir.
Raymond Quereilhac : Consul à Johannesburg.
Jean-Louis Soriano : Consul général à Bamako.
Philippe Truquet : Consul général à Abidjan.

Evelyne Decorps : Ambassadeur au Tchad.

Laurent Delahousse : Ambassadeur au Zimbabwe.

Jean Félix-Paganon : Ambassadeur au Sénégal.

Aline Kuster-Ménager : Ambassadeur au Bénin.

Philippe Meunier : Ambassadeur chargé de la lutte contre le VIH-Sida.

MINEFI

Delphine d'Amarzit : Chef du service financement de l'économie à la DG Trésor.

Marie-Cécile Tardieu-Smith : Sous-directrice des relations économiques bilatérales à la DG Trésor.

PREMIER MINISTRE

Claude Revel : Délégué interministérielle à l'intelligence économique.

Alain Zabulon : Coordinateur national du renseignement.

PUBLICATIONS



Le secteur privé contribue-t-il à améliorer les systèmes de santé dans les pays en développement ?, n° 17 de [Secteur Privé & Développement](#), la revue de PROPARCO, juin 2013.

En savoir plus : disponible sur www.proparco.fr.

Rédacteurs en chef : Julien Lefilleur et Véronique Pescatori, lefillieurj@proparco.fr, pescatori@proparco.fr

Héros nationaux et pères de la nation en Afrique, Collectif, Ed. Presses de Sciences Po, avril 2013.

Notre guerre secrète au Mali : les nouvelles menaces contre la France, I Lasserre et T Oberlé, Ed. Fayard, mai 2013.

La dette odieuse de l'Afrique, L Ndikumana et JK Boyce, Ed. Amalion, mai 2013.

Repenser la sécurité de l'Afrique, F. Amoussou, Ed. Economica, mai 2013.

La renaissance économique de l'Afrique, TB Matamba, Ed. L'Harmattan, mai 2013.

France-Afrique : la rupture maintenant ?, F Laloupe, Ed. Acoria, mai 2013.

Histoire des guerres d'Afrique, B Lugan, Ed. Du Rocher, mai 2013.

L'économie de l'Afrique, P Hugon, Ed. La Découverte, mai 2013.

Voyage en Afrique rentière : une lecture géographique des trajectoires de développement, G. Magrin, Ed. De la Sorbonne, juin 2013.

Armes légères et groupes armés en Afrique subsaharienne, V Essimbe, Ed. L'Harmattan, juin 2013.

Menaces en Afrique du Nord et au Sahel et sécurité globale de l'Europe, J Fremaux et P Evanno, Ed. Ellipses, juin 2013.

Perspectives économiques en Afrique, Collectif, Ed. OCDE, août 2013.



GUIDE PRATIQUE CIAN

« La responsabilité sociale et environnementale des entreprises françaises en Afrique : enjeux, pratiques et recommandations »



(10,00 € + port)

GUIDE PRATIQUE CIAN

« Résister aux sollicitations indues dans le domaine fiscal et douanier »



(9,00 € + port) :

Commander les Guides Pratiques CIAN:

communication@cian.asso.fr

Tél. +33 (0)1 45 62 55 76

AGENDA

ICC FRANCE

PARIS – La pratique de la cour internationale d'arbitrage d'ICC, une référence mondiale : 4 juillet

Contact : icc-france@icc-france.fr

MEDEF INTERNATIONAL

PARIS – Université d'été du MEDEF « Le nerf de la guerre » : 28 au 30 août

SENEGAL – Délégation d'entreprises : 24 au 26 septembre

Contact : mgeolle@medef.fr

SCIENCES PO

PARIS – Les élites françaises, quelle place dans la mondialisation ? : 2 juillet

PARIS – L'entreprise responsable, une urgence! avec Nicole Notat, Président de Vigeo : 3 juillet

PARIS – Rencontre Finance avec Michel Aglietta, Conseiller économique au CEPPI et membre du Haut conseil des finances publiques : 20 septembre

Contact : evenements@sciences-po.asso.fr

UBIFRANCE

AFRIQUE DU SUD – Rencontres de la formation professionnelle : 2 au 4 juillet

Contact : erwanne.meilhoc@ubifrance.fr

AFRIQUE DU SUD – Mission prospection marché de l'environnement : 16 au 19 septembre

Contact : caroline.olivier@ubifrance.fr

CAMEROUN/GABON – Rencontres d'affaires technologies numériques : 23 au 27 septembre

Contact : patrick.bassom@ubifrance.fr

NIGERIA – Salon Power Nigeria 2013 : 2 au 4 octobre

Contact : sophie.issovits@ubifrance.fr

AFRIQUE AUSTRALE -- Vendre aux grands opérateurs miniers : 7 au 15 octobre

Contact : romain.dacosta@ubifrance.fr

COTE D'IVOIRE – Vendre à la CIE : 7 au 8 octobre

Contact : aboubacar.fofana@ubifrance.fr

AFRIQUE DU SUD – Solutions TIC innovantes secteur bancaire et télécoms : 7 au 10 octobre

Contact : erwanne.meilhoc@ubifrance.fr

PARIS – Atelier Kenya : 15 octobre

Contact : maryse.aziza@ubifrance.fr

PARIS – Afrique centrale, des marchés prometteurs et très accessibles : 22 octobre

Contact : maryse.aziza@ubifrance.fr

PARIS – Rencontres d'affaires France / Afrique du Sud et Angola : 25 au 27 novembre

Contact : natalie.verne@ubifrance.fr

PARIS – Atelier Ghana : 23 janvier

Contact : olivier.delbecp@ubifrance.fr

MADAGASCAR : Rencontre avec les bailleurs, les acteurs du secteur public et les partenaires du secteur privé : 18 au 20 novembre

Contact : laurence.hautefeuille@ubifrance.fr

Programme France 2013

sur www.ubifrance.fr

La Lettre du CIAN

Président :

Alexandre Vilgrain

Directrice de la publication :

Alix Camus

Ont collaboré

à ce numéro :

Anthony Bouthelier,
Alix Camus, Stephen Decam,
Pierre Jacquemot,
Jacques Manlay, Laurent Padoux.

Pour vous abonner :

communication@cian.asso.fr

Le CIAN, association loi 1901, est une organisation patronale privée française rassemblant les entreprises investies en Afrique. A travers leurs 1000 établissements et 80 000 collaborateurs sur place, ses membres réalisent un chiffre d'affaires de 40 milliards €, soit 75% de l'activité française sur le continent.

Le CIAN est fondé à promouvoir et défendre leurs intérêts en Afrique en favorisant le partage d'expérience au sein de Commissions, en apportant conseil et appui via un réseau influent ainsi qu'en intervenant, pour eux, auprès des décideurs publics et privés, français et étrangers. Il propose ainsi des solutions pragmatiques aux difficultés liées à leurs activités.

Le CIAN les incite, dans le cadre de leurs responsabilités sociales, à œuvrer pour un développement durable de l'Afrique (adhésion à la Charte du CIAN sur le développement durable et à sa Déclaration sur la prévention de la corruption).

Conseil Français des Investisseurs en Afrique

45, Rue de la Chaussée d'Antin
75009 Paris

Tél. : +33 (0)1 45 62 55 76

Fax : +33 (0)1 42 56 79 33

Email : relationcian@cian.asso.fr

Site : www.cian.asso.fr

Retrouvez-nous
sur le Web :
www.cian.asso.fr